



Communiqué de presse, conférence de presse

Jeudi 11 Juillet à 11H

USTM : 2 Rue Colliez 59300 Valenciennes

Situation alarmante de Bombardier Transport France :



SUD et la **CGT**, syndicats dans l'entreprise de fabrication de trains à Crespin, souhaitent informer le plus largement possible de la **situation gravissime** dans laquelle est Bombardier et nous pousse aujourd'hui **à en alerter les pouvoirs publics.**

En effet, la **gestion catastrophique** de la direction du groupe **met en danger** le site de Crespin, en prenant l'entreprise comme « vache à lait » pour renflouer les pertes d'autres activités et à des fins de profits financiers, **quitte à casser les outils de travail** pour privilégier avant tout les fonds de pensions Québécois aujourd'hui actionnaire à hauteur de **30 %** de notre entreprise, **nous représentons 12 % des bénéfices du groupe Bombardier en 2018 (Aéronautique et transport réunis).**

En ayant **une stratégie uniquement financière et non industrielle**, les conséquences sont désastreuses, notamment sur une multiplication des problèmes de non-qualité en France, ainsi que des retards et des pénalités induites.

Le non-paiement de nos fournisseurs entraîne le refus de livraisons des pièces nécessaires à l'accomplissement de notre travail créant **des conditions de travail déplorables** et des rattrapages hors « process normal », des heures supplémentaires et une flexibilité galopante des salariés qui n'ont plus de vie familiale et personnelle. Ce sont **les salariés qui paient encore une fois les choix catastrophiques de la direction.**

L'entreprise par le biais d'un membre de la direction **a menacé de ne pas payer les salaires**, contraire au droit du travail, **si les trains n'étaient pas sortis à la date prévue** exerçant une véritable « **prise en otage** » des salariés.

Cette situation prouve encore que le **ponctionnement financier** exercé par le Groupe Bombardier est chaotique et destructeur. Sans parler **des risques psycho-sociaux** provoqués chez les salariés (RPS) de **toutes catégories sociaux professionnelles de plus en plus inquiets et préoccupés de la situation de notre site.**

Entre l'annonce en CCE (comité centrale européen) portant sur des intentions de **suppression de 500 postes cadres, ingénieurs et indirects** dont **68 postes sur notre site de Crespin** sans détail, la réponse de notre direction qui prétend ne pas avoir eu connaissance d'une telle annonce que le jour du CSE alors que notre Directeur RH participe aussi bien à la réunion du CCE que celle du CSE **nous laisse perplexe.**

Petra Angstmann a déclaré que son "intention" est de réduire le nombre d'employés de BT **de 40 000 à 35 000**. Nous comprenons que ces effectifs ne sont pas seulement des employés de **BT** mais également des **employés temporaires** et des **consultants**. Elle a également déclaré que l'objectif est d'atteindre **37 927 d'ici la fin du deuxième trimestre. Ce n'est donc pas une intention, c'est déjà décidé.**

Nous nous demandons si notre Direction a encore le pouvoir de décision où sont-ils de simples prestataires de service qui ne gère plus rien du tout et exécute **les mauvaises décisions prises par le Groupe !**

L'annonce faite dans nos ateliers de production de la **non-reconduction** de près de **180 contrats intérimaires d'ici à fin juillet** qui sont pourtant primordiaux à la réussite de nos objectifs de livraisons est très inquiétante et **a vu l'émergence d'une grève** spontanée des salariés et intérimaires de l'aménagement. Seront-ils vraiment renouvelés pour notre reprise d'activité le 19 août ? Nous n'avons eu **aucun engagement** concret de la part de notre Direction sur ce sujet à ce jour.

Les non-paiements récurrents de plusieurs millions d'euros de factures chez nos fournisseurs menacent nos fournisseurs de **difficultés financières et économiques**, avec ces **conséquences sociales sur l'emploi** en général de tout le secteur ferroviaire si Bombardier continue à leur faire défaut. Le non-paiement de notre fournisseur d'EPI entraîne en plus **des risques sécuritaires inacceptables**.

Sans compter là encore **les pénalités** dues à ces **impayés** par nos fournisseurs, cumulées aux pénalités de nos clients (livraisons tardives) ou à **l'insatisfaction** de la qualité de nos produits. **Trop c'est trop !**

Bombardier Crespin subit la **restructuration catastrophique** d'un Groupe qui avait décidé en 2015 de tous miser sur l'aéronautique et revient aujourd'hui visiblement à ces premiers amours le ferroviaire **sans en mettre de véritables moyens pour réussir ces ambitions**.

Les choix stratégiques opérés sont en lien avec notre situation actuelle, les salariés et les syndicats **CGT** et **SUD** exigent des **réponses à leurs inquiétudes légitimes** et une réaction de notre groupe et de notre direction. **Nous avons besoin de remporter des appels d'offres vitaux pour l'avenir et la pérennité de Crespin**. Il faut nous donner les atouts nécessaires pour remporter ces appels d'offres.

La fiabilité de nos produits sont la preuve que quand **on nous donne les moyens nous réalisons d'excellents produits** (Franciliens). Nous possédons **le sérieux, le professionnalisme et le savoir-faire** pour construire encore **d'excellents produits alliant haute technologie et haute performance** qui feront **la grande satisfaction** de nos clients et des usagers. **Si le groupe entend vraiment nous en donner les moyens** .

Au final c'est bien **l'argent des contribuables** qui devrait servir en même temps à **l'amélioration des transports publics** en l'île de France comme dans plusieurs régions Françaises et qui devaient **créer 200 à 250 emplois** comme l'a annoncé notre président de Bombardier Transport France **Laurent Bouyer** dans capital.fr en Mai dernier qui est remis en cause.

Qu'attend le gouvernement pour prendre ses responsabilités devant la casse de l'industrie en France, **Valérie Pécresse**, présidente de la région IDF, Tout comme **Xavier Bertrand** président de la région Haut de France lors de leur dernière visite sur notre site en février dernier. Tous deux avaient mis en avant **la création d'emploi que génèrent leur prise de commande**, Vont-ils agir en constatant que c'est tout le contraire qui se produit ?

Si la décentralisation a été au final une remise en cause de l'égalité entre territoires, il faut que les responsables politiques nationaux et régionaux, donneurs d'ordres et clients **exigent** de Bombardier des réponses et engagements puisque **Bombardier vit de l'argent public, à savoir celui de nous tous et toutes**.

Contact SUD Bombardier
Mr KHATABI 0695240785

Contact CGT Bombardier
Mr PEDINI 0674713495